



---

## **Audit qualité des pratiques comptables et prévention des risques de manipulation de l'information financière dans les entreprises et services publics au Mali**

**Karim DIABATE**

Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB)

Mali

Enseignant-chercheur

**Famory TRAORE**

Doctorant

**Diakaridia KONATE**

Enseignant

**Résumé :** Cette étude analyse le rôle de l'audit qualité des pratiques comptables dans la prévention des risques de manipulation de l'information financière au sein des entreprises et services publics au Mali. L'objectif principal est d'apprécier l'efficacité des dispositifs d'audit qualité dans le renforcement de la fiabilité des données comptables et la réduction des pratiques opportunistes susceptibles d'altérer la transparence financière. L'étude s'inscrit dans une démarche hypothético-déductive fondée sur une méthodologie mixte. L'approche quantitative repose sur un questionnaire administré à 340 professionnels issus des structures publiques. L'approche qualitative complète l'analyse à travers dix (10) entretiens semi-directifs menés auprès des acteurs clés sélectionnés selon un choix raisonné. Les enquêtes se sont déroulées du 20 décembre 2025 au 10 janvier 2026. Les données recueillies ont été codifiées et analysées à l'aide des logiciels SPSS et Excel afin d'assurer un traitement statistique rigoureux et une interprétation fiable. Les résultats indiquent que l'audit qualité contribue significativement à l'amélioration du contrôle interne, à la sécurisation des processus comptables et à la limitation des risques de manipulation financière.

**Mots clés :** Audit qualité ; Pratiques comptables ; Manipulation de l'information financière ; Contrôle interne ; Entreprises publiques maliennes.

**Digital Object Identifier (DOI):** <https://doi.org/10.5281/zenodo.19695351>



## 1. Introduction

Dans un environnement économique marqué par des exigences accrues de transparence, de redevabilité et de performance recherchée par les dirigeants, la qualité des pratiques comptables constitue un facteur déterminant fondamental de la crédibilité des organisations. L'information financière et les rapports publiés représentent en effet des instruments centraux de communication entre l'entreprise et ses parties prenantes, notamment les investisseurs, les bailleurs, les autorités de régulation et les partenaires financiers des autres organisations. L'asymétrie d'information entre dirigeants et propriétaires génère des comportements opportunistes susceptibles d'altérer la fiabilité des données financières, ce qui rend indispensable l'existence de mécanismes de contrôle efficaces (Jensen, 1976). Dans cette perspective, la qualité de l'information financière dépend non seulement du respect des normes comptables, mais également de l'efficacité des dispositifs de contrôle qui encadrent sa production (DeAngelo, 1981). C'est dans ce cadre que s'inscrit l'audit qualité des pratiques comptables, conçu comme un mécanisme structurant de sécurisation de l'information financière et d'amélioration des services financiers d'une entreprise. Contrairement à une approche strictement technique de la vérification des comptes, l'audit qualité vise à apprécier la conformité des procédures comptables, la cohérence des systèmes d'information et la fiabilité des dispositifs de contrôle interne (Messier & al., 2014). En analysant les processus de production de l'information financière, l'audit qualité contribue à la prévention des erreurs significatives et des manipulations intentionnelles, lesquelles constituent un risque majeur pour la sincérité des états financiers (Power, 1997). Ainsi, l'audit apparaît comme un outil de gouvernance essentiel permettant de renforcer la discipline organisationnelle et la transparence financière (OCDE, 2015). Cette problématique revêt une importance particulière dans les pays en développement, notamment au Mali, où les organisations évoluent dans un environnement institutionnel marqué par des contraintes structurelles, organisationnelles et technologiques. Les entreprises publiques et parapubliques sont souvent confrontées à des insuffisances en matière de contrôle interne, de compétences spécialisées et de formalisation des procédures comptables (Banque, 2018). Ces faiblesses augmentent l'exposition aux risques de manipulation de l'information financière, qu'il s'agisse de pratiques de gestion opportuniste des résultats ou de dissimulation d'irrégularités financières (Healy & al, 1999). Dans ce contexte, l'audit qualité des pratiques comptables apparaît comme un levier stratégique de prévention des dérives comptables. En évaluant la régularité des opérations, la traçabilité des flux financiers et la conformité des enregistrements comptables, il permet d'identifier les zones

de vulnérabilité susceptibles de favoriser les manipulations de l'information financière (COSO, 2013). Par ailleurs, l'audit qualité favorise l'amélioration continue des pratiques comptables en renforçant la responsabilisation des acteurs et le respect des principes de transparence et de redevabilité (IIA, 2017). Dans le contexte malien, il contribue ainsi à la sécurisation de l'information financière, au renforcement de la gouvernance des organisations et le traitement des anomalies afin de stopper l'avancée des risques financiers. Malgré l'existence des normes comptables harmonisées et de mécanismes formels de contrôle, les entreprises et services au Mali demeurent exposés à des risques persistants de manipulation de l'information financière. Ces pratiques compromettent la fiabilité des états financiers publiés, biaisent la prise de décision managériale et affaiblissent la confiance des partenaires économiques et institutionnels (Beasley & al, 2010). Dès lors, la problématique centrale de cette recherche réside dans l'évaluation de la capacité réelle de l'audit qualité des pratiques comptables à prévenir efficacement ces risques dans les entreprises et services du Mali. À partir de cette problématique, la question centrale de cette recherche est formulée comme suit : dans quelle mesure l'audit qualité des pratiques comptables contribue-t-il à la prévention des risques de manipulation de l'information financière au sein des entreprises et services Maliens ?

L'objectif principal de cette étude est de comprendre et d'analyser le rôle de l'audit qualité des pratiques comptables dans la prévention des risques de manipulation de l'information financière dans les entreprises et services publics Maliens. Plus spécifiquement, il s'agit d'évaluer son apport à l'amélioration de la fiabilité, de la transparence, de la crédibilité des informations comptables produites et publiés par les entreprises et services publics au Mali. L'intérêt de cette étude est triple. Sur le plan scientifique, elle contribue à l'enrichissement de la littérature relative à l'audit qualité et à la fiabilité de l'information financière dans les économies en développement (Bouquin, 2010). Sur le plan managérial, elle fournit des éléments d'aide à la décision pour le renforcement des dispositifs de contrôle interne et de gouvernance (Charreaux, 1997). Enfin, sur le plan institutionnel, elle participe à la promotion de la transparence financière et à la prévention des pratiques frauduleuses au sein de ces entreprises et services publics Maliens. L'article est structuré de manière progressive. Après l'introduction, le reste de l'article est structuré en quatre parties. La première partie porte sur la revue de la littérature, qui présente le cadre théorique et conceptuel de : Audit qualité des pratiques comptables et prévention des risques de manipulation de l'information financière dans les entreprises et services publics au Mali. La deuxième partie traite le cadre méthodologique de l'étude. La

troisième partie présentent respectivement les résultats de l'étude, les discussions et proposition des solutions. La dernière partie de l'étude se termine par une conclusion.

### **1. Revue de la littérature**

L'analyse du rôle de l'audit qualité des pratiques comptables dans la prévention des manipulations de l'information financière dans les entreprises et des services publics du Mali s'inscrit dans les travaux relatifs à la gouvernance et au contrôle organisationnel. La théorie de l'agence, formulée par Jensen et Meckling, constitue le cadre explicatif central de cette étude (Jensen & al., 1976). Elle met en évidence la séparation entre la propriété et la gestion, génératrice d'asymétrie d'information et de comportements opportunistes des dirigeants. Dans le domaine comptable, cette asymétrie favorise des pratiques de gestion financière discrétionnaire des résultats visant à satisfaire des objectifs personnels ou organisationnels des dirigeants des entreprises et des services publics à court terme. Ces comportements compromettent la fiabilité de l'information financière et affaiblissent la confiance des parties prenantes (Healy, & al., 1999). Face à ces risques inhérents, l'audit interne apparaît comme un mécanisme essentiel de réduction des coûts d'agence. DeAngelo souligne que la qualité de l'audit dépend de la capacité de l'auditeur à détecter et à signaler les anomalies significatives (DeAngelo, 1981). L'audit qualité des pratiques comptables ne se limite donc pas à la vérification technique des comptes, mais intègre l'évaluation des procédures, des systèmes d'information et du contrôle interne (Messier, & al., 2014). La théorie des parties prenantes, développée par Freeman, complète cette approche en considérant que la fiabilité de l'information financière constitue un enjeu stratégique pour l'ensemble des acteurs économiques et institutionnels (Freeman, & al., 1984). L'audit qualité contribue ainsi à renforcer la transparence et la légitimité organisationnelle (Bouquin., 2010). Par ailleurs, la théorie institutionnelle met en évidence l'influence des normes et des pressions réglementaires sur les pratiques comptables (DiMaggio & al, 1983). Dans le contexte malien, marqué par des insuffisances du contrôle interne, un déficit de compétences spécialisées et des contraintes technologiques, les risques de manipulation de l'information financière demeurent élevés (Banque mondiale, 2018). Dans ces conditions, la théorie de l'agence est retenue comme cadre théorique principal de cette étude, car elle permet d'analyser de manière pertinente les liens entre audit qualité, comportements managériaux et gouvernance pour une amélioration efficace de gestion financières dans une entreprise ou service public. Le modèle conceptuel proposé postule qu'un audit qualité efficace est fondé sur des procédures rigoureuses, un contrôle interne

renforcé, une pratique efficace des outils numériques et la mise en œuvre régulière des recommandations d'audit, réduit significativement les manipulations comptables dans les entreprises et services publics du Mali. En améliorant la traçabilité des opérations et la conformité des enregistrements, l'audit limite la gestion discrétionnaire des résultats (COSO,, 2013). Au Mali, l'audit qualité est perçu ainsi comme un levier stratégique de transparence financière, de redevabilité et de prévention durable des risques comptables (Institute of Internal Auditors, 2017).

## **2. Méthode et matériels**

L'élaboration de cet article a nécessité la lecture des ouvrages, des rapports d'activités, des thèses de Doctorat, des articles scientifiques, des mémoires universitaires. Les sites Internet ont été également exploités pour effectuer cette étude dans les entreprises et services publics au Mali. Cette étude repose sur une approche hypothético-déductive combinant la méthode mixte. Le questionnaire a été adressé à 340 personnes issues de différentes structures pouvant apporter des réponses favorables à l'étude de l'audit qualité des pratiques comptables et prévention des risques de manipulation de l'information financière dans les entreprises et services publics au Mali. Elle a été basée sur l'exploration de terrain auprès de 340 personnes travaillant dans les entreprises et services publics du Mali dont nous pouvons citer : 70 auditeurs internes et externes des entreprises et services publics, 40 responsables du contrôle interne, 60 comptables et chefs comptables, 35 directeurs financiers (DFM), 30 contrôleurs de gestion, 25 responsables des systèmes d'informations comptables, 25 responsables du conformité et inspection, 20 cadres dirigeants (DG, DGA, chef de service), 30 agents comptables opérationnel. Quant 'à l'étude qualitative, nous avons fait un entretien semi-directif, choisissant 10 personnes : 01 Contrôleur de gestion, 01 Responsables du conformité et inspection, 01 Directeur Administration Général, 01 agent Comptable, 01 chef comptable ,03 auditeurs internes, 01 auditeurs externes et 01 contrôleur interne. Le choix de l'échantillon repose sur la sélection ciblée des acteurs clés disposant des informations essentielles sur Audit qualité des pratiques comptables et prévention des risques de manipulation de l'information financière dans les entreprises et services publics au Mali. Cette approche permet de croiser les perceptions internes et externes pour renforcer la fiabilité des résultats obtenus. Elle assure enfin une représentativité suffisante pour analyser l'impact réel Audit qualité des pratiques comptables et prévention des risques de manipulation de l'information financière. Les techniques du choix raisonné ont été utilisés pour avoir des données descriptives permettant d'aboutir à des résultats fiables. Les enquêtes se sont déroulées

du 20 décembre 2025 au 10 janvier 2026 dans les entreprises et services publics au Mali. Les données collectées ont été codifiées, traitées et analysées à l'aide des logiciels SPSS et Excel.

**Tableau 1 : répartition de la population ciblée dans les entreprises et services publics au Mali.**

Catégories de répondants	Effectif	Pourcentage
Auditeurs internes	45	13,24
Auditeurs externes	30	8,82
Responsables du contrôle interne	40	11,76
Comptables et chefs comptables	60	17,65
Directeurs financiers (DFM)	35	10,29
Contrôleurs de gestion	30	8,82
Responsables des systèmes d'informations comptables	25	7,35
Responsables du conformité et inspection	25	7,35
Cadres dirigeants (DG, DGA, chef de service)	20	5,88
Agents comptables opérationnel	30	8,82
<b>Total</b>	<b>340</b>	<b>100</b>

**Source** : auteurs, 2026

Le tableau montre que la population ciblée dans les entreprises et services publics au Mali est composée de 340 répondants issus des principales fonctions d'audit, de contrôle et de gestion financière. Il indique que les agents comptables et chefs comptables constituent la catégorie la plus représentée avec 17,65 %, soulignant leur rôle clé dans la production de l'information financière au sein de ces entreprises et services publics au Mali. Le tableau montre également une forte présence des auditeurs internes représenté à un taux de 13,24 % et des responsables du contrôle interne qui est aussi présentée à 11,76 %, directement liés à l'objet de l'étude. Il indique que les directeurs financiers représentent 10,29 %, traduisant leur implication dans la prise de décision financière. Il montre que les auditeurs externes, les contrôleurs de gestion et les agents comptables opérationnels comptent chacun 8,82 % des personnes enquêtées. Il indique aussi la contribution des responsables des systèmes d'information comptables et de la conformité exprimée à 7,35 % chacun. Enfin, le tableau montre que les cadres dirigeants représentent ainsi 5,88 % assurent l'orientation stratégique, confirmant la représentativité de l'échantillon dans cette étude effectuée dans les entreprises et services publics au Mali.

**Tableau 2 : appréciation du degré de structuration et efficacité de l'audit des pratiques comptables**

Éléments évalués	Moyenne	Écart-type	Appréciations
Formalisation des démarches d'audit	3,92	0,81	Elevée
Étendue de l'audit sur les zones sensibles	3,75	0,88	Satisfaisante
Prise en compte des référentiels comptables	4,01	0,77	Elevée
Capacité de détection des anomalies majeures	3,68	0,9	Satisfaisante
Valeur ajoutée des recommandations formulées	3,84	0,85	Elevée
Contribution de l'audit à la réduction des manipulations	3,89	0,83	Elevée
<b>Moyenne générale de la dimension</b>	<b>3,85</b>	<b>84</b>	<b>Appréciation élevée</b>

**Source** : auteurs, 2026

Les résultats montrent que l'audit des pratiques comptables présente un niveau global élevé d'efficacité, avec une moyenne générale de 3,85, traduisant une appréciation favorable des enquêtés. Il indique que la mise en pratique des référentiels comptables présente la moyenne la plus élevée de 4,01, ce qui montre que le respect des normes et procédures dans les entreprises et services publics du Mali sont mises en œuvre et en vigueur. La formalisation des démarches d'audit est évaluée à une moyenne de 3,92 contribue à une meilleure réalisation efficace des missions d'audit interne. La contribution de l'audit à la réduction des manipulations présente une moyenne de 3,89 indique son rôle dans la sécurisation de l'information financière. Il indique que la mise en œuvre des recommandations formulées et évaluées à une moyenne de 3,84 est jugée élevée, renforçant leur stratégie managériale dans sa politique de commerciale. En revanche, l'étendue de l'audit à la recherche des zones sensibles avec une moyenne de 3,75 dont la capacité de détection des risques majeurs majeures exprimé à une moyenne de 3,68 sont seulement satisfaisantes. Le tableau 3 montre ainsi l'existence de marges d'amélioration de la qualité de l'audit, notamment dans l'approche par les risques. Ce tableau fait ressortir le niveau de la performance du dispositif de contrôle interne dans les entreprises et services publics du Mali. Globalement, ces résultats indiquent que l'audit comptable joue un rôle déterminant dans l'amélioration des pratiques financières.

**Tableau 3 : niveau de la performance du dispositif de contrôle interne étudiées dans les entreprises et services publics du Mali.**

Éléments évalués	Moyenne	Écart- type	Appréciation
Adéquation du contrôle interne aux activités économique	3,71	0,89	Satisfaisante
Actualisation des procédures de contrôle interne	3,54	0,94	Moyenne
Rapidité et détection des anomalies comptables	3,67	0,87	Satisfaisante
Synergie entre contrôle et l'audit interne	3,82	0,85	Elevée
Renforcement positif de l'impact de l'audit et du contrôle dans les entreprises et services du Mali	3,9	0,8	Elevée
Effet des insuffisances du contrôle interne dans les entreprises et services du Mali	4,02	0,76	Elevée
<b>Moyenne générale de la dimension</b>	<b>3,78</b>	<b>0,85</b>	<b>Satisfaisante</b>

Source : auteurs, 2026

Le Tableau montre que le dispositif de contrôle interne présente une performance globalement satisfaisante, avec une moyenne générale de (3,78), traduisant un fonctionnement acceptable étudiée au sein des entreprises et services du Mali. Ce tableau indique que l'adéquation du contrôle interne aux activités économiques obtient une appréciation satisfaisante de (3,71), ce qui montre une certaine cohérence entre les mécanismes de contrôle et les opérations réalisées au sein de ces entreprises et services publics. Il montre également que la rapidité de détection des anomalies comptables représente une moyenne de (3,67) reste correcte, sans toutefois atteindre un niveau élevé. Par conséquent, l'actualisation des procédures de contrôle interne enregistre une moyenne plus faible de (3,54), traduisant une performance moyenne et soulignant un besoin de mise à jour régulière des procédures et des normes comptables. La synergie entre le contrôle et l'audit interne représente une moyenne de (3,82), considéré comme élevée, ce qui renforce l'efficacité globale du dispositif du contrôle au sein des entreprises et services publics au Mali. Il indique que le renforcement de l'impact positif de l'audit sur le contrôle interne est évalué à une moyenne de (3,90) contribue significativement à l'amélioration la qualité de l'audit des pratiqué dans ces entreprises et services publics. Enfin, l'effet des insuffisances du contrôle interne estimé à une moyenne de (4,02) met en évidence l'importance

accordée aux faiblesses identifiées liés au contrôle et à la mission d'audit interne réalisés dans ces entreprises et services publics. Selon les propos de T.T, *Contrôleur de gestion* : « demande l'utilisation d'un outil numérique performant permettant d'éviter la manipulation des rapports d'audit et des états financiers dans les entreprises et services publics du Mali ». Quant à M.G, *Responsables du conformité et inspection* et F.A *Directeur Administration Général*, comme points communs recensés, parlent de manque de civismes, et non-respect du serment pris par certaines travailleurs qui se livrent à ces pratiques. Ils proposent comme solutions, l'ingérence du pôle économique, l'office de lutte contre enrichissement illicite et la cour des comptes, par une liaison faite par interconnexion, avant la publication des rapports d'audit et des états financiers annuels des entreprises et services publics ». Le tableau 4 présente des indicateurs pouvant apprécier l'autonomie fonctionnelle et de l'expertise professionnelle des auditeurs internes dans les entreprises et services publics du Mali.

**Tableau 4 : appréciation de l'autonomie fonctionnelle et de l'expertise professionnelle des auditeurs internes dans les entreprises et services publics du Mali**

Éléments évalués	Moyenne	Écart-type	Appréciation
Autonomie des auditeurs internes dans l'exercice de leurs missions	3,6	0,93	Satisfaisante
Niveau de maîtrise technique par les auditeurs internes dans les entreprises et services du Mali	3,88	0,82	Elevée
Effort de renforcement des compétences des auditeurs internes	3,73	0,86	Satisfaisante
Influence du manque d'indépendance sur les dérives comptables dans les entreprises et services publics au Mali	3,95	0,79	Elevée
Impact des compétences sur la fiabilité des données comptables	4,05	0,74	Elevée
Moyenne générale de la dimension	3,84	0,83	Appréciation élevée

**Source** : auteurs, 2026

Le Tableau 4 montre que l'autonomie fonctionnelle et l'expertise professionnelle des auditeurs internes dans les entreprises et services publics maliens sont globalement évaluées de manière élevée, avec une moyenne générale de (3,84), indique une perception positive de cette

dimension. Le niveau de maîtrise technique des comptes opérationnels par les auditeurs internes est évalué à (3,88) constitue un atout important dans la conduite des missions d'audit efficace. L'impact des compétences sur la fiabilité des données enregistre la moyenne la plus élevée de (4,05), soulignant le lien direct entre expertise et qualité de l'information financière dans les entreprises et services publics du Mali. L'influence du manque d'indépendance des auditeurs internes sur les dérivés comptables avec une moyenne de (3,95) est jugée élevée, ce qui met en évidence la sensibilité de l'audit aux contraintes hiérarchiques. En revanche, l'autonomie des auditeurs internes dans l'exercice de leurs missions dont la moyenne est de (3,60) et les efforts de renforcement des compétences (3,73) sont appréciés comme seulement satisfaisants au sein de ces entreprises et services publics. Le tableau 5 fait ressortir les indicateurs permettant d'apprécier le niveau de maîtrise de manipulations de l'information financières dans les entreprises et services du Mali.

**Tableau 5 : appréciation du niveau de maîtrise de risques de manipulation de l'information financière dans les entreprises et services publics du Mali**

Éléments évalués	Moyenne	Écart-type	Appréciation
Fiabilité globale des états financiers	3,86	0,82	Elevée
Capacité de l'audit interne à limiter les manipulations	3,91	0,8	Elevée
Contribution de l'audit interne à la transparence financière	4,03	0,76	Elevée
<b>Moyenne générale</b>	<b>3,93</b>	<b>0,79</b>	<b>Appréciation élevée</b>

**Source :** auteurs, 2026

L'analyse du tableau montre que le niveau de maîtrise des risques de manipulation de l'information financière est globalement élevé, avec une moyenne générale de (3,93), indiquant une perception favorable de l'efficacité des dispositifs de contrôle mis en place dans les entreprises et services publics. Il indique que la fiabilité globale des états financiers présente une moyenne de (3,86), ce qui indique un degré satisfaisant de crédibilité de l'information produite par les auditeurs internes. La capacité de l'audit interne appliqué à limiter les manipulations, fortement reconnue par les répondants avec une moyenne de (3,91), indiquant le rôle dissuasif et correctif de l'audit interne. La contribution de l'audit à la transparence financière présente une moyenne la plus élevée de (4,03), mettant en évidence l'importance de

l'audit interne dans l'amélioration de la gouvernance financière dans ces entreprises et services publics. le tableau 6 fait une synthèse comparative des niveaux d'appréciation par axe d'analyse permettant de mieux comprendre les dispositifs de contrôle et de l'audit interne dans les pratiques comptables à la prévention des manipulations comptables dans les entreprises et services publics au Mali

**Tableau 6 : synthèse comparative des niveaux d'appréciation par axe d'analyse**

Axe analysées	Résultat moyen	Niveau global
Audit des pratiques comptables	3,85	Elevée
Dispositif de contrôle interne	3,78	Satisfaisant
Indépendance des auditeurs	3,84	Elevé
Prévention des manipulations comptables	3,93	Elevé

**Source** : auteurs, 2026

L'analyse du tableau 6 montre une comparaison globale des niveaux d'appréciation des principaux axes analysés. Ce tableau indique que la prévention des manipulations comptables enregistre le niveau le plus élevé avec une moyenne de (3,93), indiquant une forte contribution de l'audit qualité à la sécurisation de l'information financière au sein des entreprises et services publics maliens. Le tableau montre également que l'audit qualité des pratiques comptables présente une moyenne de (3,85) et l'indépendance des auditeurs internes de (3,84) sont appréciés à un niveau élevé, montrant l'efficacité des dispositifs contrôle et d'audit interne dans le respect des normes et référentiels, permettant d'améliorer la qualité d'audit. En revanche, le dispositif de contrôle et d'audit interne, avec une moyenne de (3,78), est évalué comme seulement satisfaisant. Selon les discours de G.D, agent Comptable, et L.B, chef comptable ; point commun retenu comme contribution, parlent de « *digitalisation des comptes opérationnels et la publication des rapports des états financiers. Ils suggèrent, une interconnexion des comptes opérationnels et des rapports des états financiers de l'entreprise ou service public, liés au bureau du vérificateur Général et du pôle économique, qui pourrait réduire les risques de manipulations* ». Le tableau 7 fait ressortir l'impact des dimensions de l'audit qualité sur la prévention des risques de manipulations de l'information financière dans les entreprises et services publics du Mali. Avec ce tableau, nous avons jugé nécessaire de faire une brève explication par lecture analytique afin de mieux comprendre notre étude.

**Tableau 7 : impact des dimensions de l'audit qualité sur la prévention des risques de manipulation de l'information financière des entreprises et services publics au Mali**

Dimension explicatives	Résultat moyen	Sens de l'impact	Intensité de l'impact	Lecture analytique
Qualité de l'audit des pratiques comptables dans les entreprises et services publics au Mali	3,85	Positif	Fort	Une amélioration de la qualité d'audit est associée à une réduction des risques de manipulation de l'information financière.
Efficacité du dispositif de contrôle interne dans les entreprises et services publics au Mali	3,78	Positif	Modéré à fort	Le contrôle interne renforce l'effet de l'audit qualité en limitant les anomalies et les dérives comptables
Indépendance et compétence des auditeurs internes	3,84	Positif	Fort	L'autonomie et le professionnalisme des auditeurs internes contribuent fortement à la fiabilité l'information financière
Prévention des risques de manipulation dans les entreprises et services publics au Mali	3,93			Niveau global élevé de maîtrise des risques dans les entreprises et services publics étudiées

**Source :** auteurs, 2026

L'analyse du tableau indique que la qualité de l'audit des pratiques comptables, avec un résultat moyen de 3,85, montre un impact fort, traduisant une relation directe entre l'amélioration des procédures d'audit et la réduction des pratiques frauduleuses dans les entreprises et services publics du Mali. Ce tableau montre également que l'efficacité du dispositif de contrôle interne avec une moyenne de (3,78) indique un impact positif modéré fort, en renforçant l'action de l'audit interne à travers la limitation des anomalies et des dérives comptables dans les différents traitements des comptes opérationnels. L'indépendance et la compétence des auditeurs internes, évaluées à (3,84), présentent un impact fort, soulignant le rôle déterminant de l'autonomie fonctionnelle et de l'expertise technique dans la fiabilité de l'information financière dans les

entreprises et services publics du Mali. La prévention des risques de manipulation, avec une moyenne de 3,93, traduit un niveau global élevé de maîtrise des risques. *Selon les propos de M.K, D,T et H.O, auditeurs internes, et A.D, auditeurs externes et H.K contrôleur interne, après analyse des différents propos de tout un chacun, comme solutions durables pour éviter les risques de manipulations dans les entreprises et services publics du Mali, nous avons recensé les points communs dont « ils proposent comme solution : indépendance totale, intégrité, honnêteté des auditeurs et des contrôleurs et la rigueur dans les différents traitements des comptes opérationnels et au moment de publication des états financiers ».* Le tableau 8 montre une cohérence entre les axes analysés, effet des mécanismes d'audit et de contrôle sur la limitation des pratiques de manipulation de l'information financière. Dans ce tableau, l'audit qualité constitue un levier central de sécurisation et de transparence de l'information financière au sein des entreprises et services publics étudiées au Mali.

**Tableau 8 : effet des mécanismes d'audit et de contrôle sur la limitation des pratiques de manipulation de l'information financière dans les entreprises et services publics du Mali**

Facteurs analysés	Indice moyen observé	Orientation de l'effet	Niveau d'influence	Interprétation
Dispositif d'audit des pratiques comptables	3,85	Favorable	Influence élevée	Le renforcement des méthodes d'audit contribue de manière notable à la sécurisation de l'information financière
Fonctionnement du contrôle interne	3,78	Favorable	Influence significative	Un contrôle interne structuré soutient l'action de l'audit en réduisant les marges de manipulation
Autonomie et expertise des auditeurs	3,84	Favorable	Influence élevée	L'indépendance fonctionnelle et la compétence technique des auditeurs renforce la crédibilité des données comptables
Maîtrise globale des risques de manipulation	3,93			Le niveau général de la prévention observé traduit une amélioration efficace de fiabilité de l'information financière

**Source** : auteurs, 2026

Les résultats du tableau indiquent que le dispositif d'audit des pratiques comptables, avec un indice moyen de (3,85), présente une influence élevée, traduisant l'efficacité des méthodes d'audit appliquée dans la sécurisation des données financières. Ce tableau montre également que le fonctionnement du contrôle interne appliqué avec rigueur, exprimé par une moyenne de

(3,78) exerce une influence significative, en soutenant l'action de l'audit interne par la réduction des marges de manipulation. L'autonomie, l'expertise et le professionnalisme des auditeurs, évalués à (3,84), indique une influence élevée, soulignant le rôle déterminant de l'indépendance fonctionnelle et des compétences techniques dans la crédibilité des informations comptables et financiers. La maîtrise globale des risques de manipulation, avec une moyenne de 3,93, indique un niveau élevé de prévention au sein des entreprises et services publics étudiés au Mali.

## **2. Discussion des résultats**

Les résultats issus de cette étude de l'audit qualité des pratiques comptables et prévention des risques de manipulation de l'information financière mettent en évidence une relation significative entre la qualité de l'audit interne, l'efficacité du contrôle interne et la prévention des risques de manipulation de l'information financière au sein des entreprises et services publics étudiés au Mali. Cette dynamique confirme que l'audit interne, lorsqu'il est structuré et appuyé par des mécanismes de contrôle performants, constitue un outil essentiel de fiabilité et de transparence financière. En ce qui concerne la qualité de l'audit des pratiques comptables, les résultats obtenus de cette étude effectuée dans les entreprises et services du Mali montrent qu'une amélioration des démarches d'audit est associée à une réduction notable des risques de manipulation. Cette observation rejoint les analyses de DeAngelo, qui montre que la qualité de l'audit repose sur la capacité de l'auditeur à détecter et à révéler les anomalies significatives. De même, Hayes, Schilder, Dassen et Wallage soulignent que la formalisation des procédures d'audit et le respect des référentiels comptables renforcent la crédibilité de l'information financière (Hayes & al, 2005). Les résultats de la présente étude confirment ces constats dans le contexte des entreprises et services publics maliens. S'agissant du dispositif de contrôle interne mise en place par les dirigeants des entreprises et services publics maliens, les résultats montrent un niveau de performance seulement satisfaisant, bien que son influence sur la prévention des manipulations soit jugée significative. Cette situation rejoint les idées du cadre conceptuel du COSO, selon lequel le contrôle interne n'est efficace que s'il est régulièrement actualisé et intégré aux processus opérationnels (COSO., 2013). Les travaux de Anthony et Govindarajan montrent également que des procédures de contrôle insuffisamment mises à jour limitent la capacité des organisations à prévenir les dérives comptables (Anthony & al, 2007), ce qui explique les marges d'amélioration observées dans cette étude. Les résultats relatifs à l'indépendance et à la compétence des auditeurs internes confirment leur rôle déterminant dans la fiabilité de l'information financière. Cette conclusion est en adéquation avec les travaux

fondateurs de Mautz et Sharaf, qui considèrent l'indépendance comme une condition essentielle de l'objectivité de l'audit (Mautz & al, 1961). De plus, selon l'Institute of Internal Auditors la compétence technique des auditeurs internes renforce la qualité des constats formulés et la pertinence des recommandations (Institute, 2017). Les résultats montrent que toute limitation de l'autonomie fonctionnelle accroît les risques de dérives, rejoignant ainsi les conclusions de (Goodwin & al, 2001). Enfin, le niveau élevé de maîtrise globale des risques de manipulation de l'information financière observée dans les entreprises et services publics étudiées au Mali confirme l'efficacité combinée de l'audit et du contrôle interne. Cette conclusion s'inscrit dans la logique de la théorie de l'agence, développée par Jensen et Meckling (1976, p. 308-310), selon laquelle les mécanismes de contrôle réduisent l'asymétrie d'information et les comportements opportunistes des agents (Jensen & al, 1976). Les résultats obtenus montrent ainsi que le renforcement de l'audit qualité contribue à une amélioration tangible de la gouvernance financière dans les entreprises et services publics maliens.

### **3. Proposition des solutions**

Les résultats de cette étude permettent de proposer des solutions concrètes pour renforcer la qualité de l'audit interne et la fiabilité de l'information financière dans les entreprises et les services publics. Pour le Mali, il est nécessaire de consolider l'autonomie fonctionnelle de l'audit interne et d'améliorer l'actualisation des dispositifs de contrôle interne et par le renforcement continu des compétences techniques des auditeurs internes constitue également un enjeu majeur. La modernisation des systèmes et l'application stricte des normes comptables par la digitalisation et les outils numériques par l'interconnexion entre les entreprises et services publics avec les bureaux de luttés contre la corruption contribueraient à réduire les risques d'erreurs et de manipulations des informations financières. La mise en place de mécanismes de suivi rigoureux et effectif des recommandations d'audit renforcerait la gouvernance financière dans ces entreprises et services publics maliens. À l'échelle de l'Afrique, l'harmonisation des pratiques d'audit et la coopération régionale en matière de formations continues favoriseraient une meilleure qualité de l'information financière publiée par ces entreprises et services publics, permettant à l'Etat d'avoir la main mise sur ces ressources financières. Au niveau mondial, le développement des outils d'audit numérique et la promotion d'une culture de transparence est aussi un moyen de renforcer durablement la prévention des manipulations.

## Conclusion

Cette étude est portée sur l'impact de l'audit interne sur la prévention des risques de manipulation de l'information financière dans les entreprises et services publics, en mettant l'accent sur la qualité de l'audit, l'efficacité du contrôle interne et l'indépendance des auditeurs internes. L'objectif principal est de déterminer dans quelle mesure ces dimensions contribuent à renforcer la fiabilité, la transparence et la crédibilité de l'information financière dans les entreprises et services publics maliens. Les résultats montrent que la qualité de l'audit des pratiques comptables joue un rôle central dans la limitation des risques de manipulation. Les démarches structurées, le respect des normes et l'application rigoureuse des procédures permettent de détecter rapidement les anomalies et d'améliorer la fiabilité des informations financières publiées par les dirigeants des entreprises et services publics maliens. De plus, l'indépendance, la compétence et professionnalisme des auditeurs internes indiquent les facteurs déterminants. Leur autonomie fonctionnelle et leur expertise technique renforcent la pertinence des constats et des recommandations, limitant ainsi les risques de dérives comptables. Le dispositif de contrôle interne, quant à lui, présente un niveau satisfaisant mais perfectible. Bien qu'il soutienne efficacement l'audit appliqué, certaines insuffisances subsistent, notamment dans l'actualisation des procédures, le suivi des recommandations et la détection précoce des anomalies dans les entreprises et services publics. Cela montre que le contrôle interne doit être continuellement amélioré pour maximiser son impact sur la sécurité de l'information financière. L'étude révèle également un niveau global élevé de maîtrise des risques dans son ensemble, ce qui souligne l'efficacité de la combinaison entre audit interne et contrôle interne pour sécuriser l'information et garantir sa transparence au sein des entreprises et services publics. Cependant, cette recherche comporte des limites. Elle repose principalement sur des données déclaratives des répondants, ce qui permet d'introduire un biais subjectif. Le nombre limité d'entreprise et services publics et l'insécurité dans certaines zones, ont réduit le champ d'étude et restreint la possibilité de généraliser quelques résultats obtenus. Pour les perspectives, il serait utile de conduire des recherches longitudinales utilisant des données financières objectives et d'élargir l'étude à d'autres secteurs et pays. L'intégration de la digitalisation et des outils numériques d'audit assisté par la technologie permettrait améliorer la détection des anomalies et renforcer la prévention des manipulations dans les entreprises et services publics maliens. Le renforcement continu des compétences des auditeurs internes et introduction des outils numériques performants contribuerait également à pérenniser l'efficacité des mécanismes de contrôle et d'audit. En somme, l'optimisation de l'audit interne et du

contrôle constituant un outil essentiel pour garantir une gouvernance financière efficace, transparente et durable, renforcer la fiabilité de l'information financière et limiter les risques de manipulation comptable dans les entreprises et services publics maliens.

## BIBLIOGRAPHIE

- Anthony, &, & al, .. (2007). *Management Control Systems*, 12<sup>e</sup> éd., McGraw-Hill, New York, , pp. 118-120.
- Banque mondiale, .. (2018). *Mali – Public Financial Management and Governance Review*. Washington, D.C., World Bank Group, pp. 56–59.
- Banque, m. (2018). *Public Financial Management Reforms in Sub-Saharan Africa*, Washington D.C., . pp. 45-78.
- Beasley, &, & al, .. (2010). . *Fraudulent Financial Reporting: 1998–2007 – An Analysis of U.S. Public Companies*. New York, COSO, . pp. 7–9.
- Bouquin, .. (2010). *Le contrôle de gestion*, 9<sup>e</sup> éd., Paris, PUF, , pp. 205-230.
- Bouquin, .. (2010). *Le contrôle de gestion*, 9<sup>e</sup> éd., Paris, PUF, pp. 205-230.
- Bouquin, .. (2010). *Comptabilité de gestion*. Paris, Economica, . pp. 211–214.
- Bouquin, .. (2010). *Le contrôle de gestion*, 9<sup>e</sup> éd., Paris, PUF,. pp. 205-230.
- Bouquin. (2010). Dans *Le contrôle de gestion*, 9<sup>e</sup> éd., Paris, PUF, (pp. 205-230).
- Charreaux, .. (1997). *Le gouvernement des entreprises*, Paris, Economica, . pp. 410-435.
- COSO, .. (2013). *Internal Control – Integrated Framework*, Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission, New York, , pp. 3-5.
- COSO, .. (2013). Dans *Internal Control – Integrated Framework*, Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission, New York, (pp. 3-5 ).
- COSO, .. (2013). *Internal Control – Integrated Framework*. New York, Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission, . pp. 5–7.
- COSO,. (2013). *Internal Control – Integrated Framework*. New York, Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission, pp. 5–7.
- COSO. (2013). *Internal Control – Integrated Framework*, Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission, New York, pp. 3-5.
- DeAngelo, .. (1981). *Auditor Size and Audit Quality.*” *Journal of Accounting and Economics*,. 3(3), pp. 186–189.
- DiMaggio, &, & al, .. (1983). *The Iron Cage Revisited: Institutional Isomorphism and Collective Rationality in Organizational Fields.*” *American Sociological Review*, 48(2), pp. 147–160.
- DiMaggio, .. (1983). *The Iron Cage Revisited: Institutional Isomorphism and Collective Rationality in Organizational Fields.*” *American Sociological Review*, ., 48 (2), pp. 147–160.
- DiMaggio, .. (1983 “). *The Iron Cage Revisited: Institutional Isomorphism and Collective Rationality in Organizational Fields.*” *American Sociological Review*, ., 48(2), pp. 147–160.

- Freeman, & al., (1984). *Strategic Management: A Stakeholder Approach*. Boston, Pitman Publishing, , pp. 25–31.
- Goodwin, &., & al, .. (2001). "Two factors affecting internal audit independence and objectivity", *International Journal of Auditing*,. 5, 107-125.
- Hayes, &., & al, .. (2005). *Principles of Auditing*, Prentice Hall, London, , pp. 34-36.
- Healy, &., & al, .. (1999). "A Review of the Earnings Management Literature", *Accounting Horizons*,. 13(4), pp. 365-383.
- Healy, &., & al. (1999). "A Review of the Earnings Management Literature and Its Implications for Standard Setting." *Accounting Horizons*,. 13(4), pp. 368–370.
- Healy, & al., (1999). "A Review of the Earnings Management Literature and Its Implications for Standard Setting." *Accounting Horizons*,, 13(4), pp. 368–370.
- IIA, .. (2017). *International Professional Practices Framework (IPPF)*. Altamonte Springs, FL, IIA, , pp. 3–6.
- IIA, .. (2017). *Institute of Internal Auditors International Professional Practices Framework (IPPF)*, Altamonte Springs,.
- IIA, .. (2017). *International Professional Practices Framework*, Altamonte Springs, . pp. 1-15.
- Institute of Internal Auditors, .. (2017). Dans *International Professional Practices Framework (IPPF)*. Altamonte Springs, FL, IIA, (pp. 3–6).
- Institute of Internal Auditors, .. (2017). *International Professional Practices Framework (IPPF)*, Altamonte Springs,.
- Institute, o. I. (2017). *International Professional Practices Framework (IPPF)*, Altamonte Springs,.
- Jensen, &., & al, .. (1976). "Theory of the Firm: Managerial Behavior, Agency Costs and Ownership Structure", *Journal of Financial Economics*,, 3(4), pp. 305-360.
- Jensen, &., & al, .. (1976). Dans *Theory of the Firm: Managerial Behavior, Agency Costs and Ownership Structure*", *Journal of Financial Economics*, (Vol. 3).
- Jensen, &., & al. (1976). "Theory of the Firm: Managerial Behavior, Agency Costs and Ownership Structure." *Journal of Financial Economics*,. 4(3), pp. 308–310.
- Jensen, &., & al. (1976). "Theory of the Firm: Managerial Behavior, Agency Costs and Ownership Structure", *Journal of Financial Economics*,. 3(4), 305-360.
- Jensen, .. (1976). "Theory of the Firm", *Journal of Financial Economics*,. 3, pp. 305-360.
- Mautz, &., & al, .. (1961). *The Philosophy of Auditing*, American Accounting Association, Sarasota, . pp. 204-206.
- Messier, &., & al. (2014). *Auditing and Assurance Services*, 8<sup>e</sup> éd., New York, McGraw-Hill, . pp. 35-60.
- Messier, &l; al., (2014). *Auditing and Assurance Services: A Systematic Approach*. 9th ed., New York, McGraw-Hill, , pp. 42–45.
- Messier, .. (2014). *Auditing and Assurance Services*, 8<sup>e</sup> éd., New York, McGraw-Hill,. pp. 35-60.
- OCDE, .. (2015). *Principes de gouvernance d'entreprise*, Paris. pp. 15-30.
- Power, .. (1997). *The Audit Society*, Oxford University Press. pp. 120-140.